

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphanie Gaudreau, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Apollinaire pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 18 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	40
Analyse des charges consolidées	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la municipalité de Saint-Apollinaire

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la municipalité de Saint-Apollinaire et des organismes qui sont sous son contrôle (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Saint-Apollinaire et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2024, de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et elle n'a pas fourni les informations requises dans ses états financiers en vertu de la norme. À cet égard, les états financiers dérogent aux normes comptables du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montant des charges, de l'état des résultats, de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales et des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2023, du passif au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, et de l'excédent accumulé au 1^{er} janvier et 31 décembre 2024 et 2023. Nous avons exprimé par conséquent une opinion avec réserve sur les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2023, en raison des incidences possibles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Saint-Apollinaire inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 et portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

DÉSAULNIERS, GÉLINAS, LANOUE S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

Laurier-Station (Québec), le 18 juin 2025

Par Gilbert Dubé, CPA Auditeur

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	10 794 126	11 293 522	9 803 778
Compensations tenant lieu de taxes	2	146 528	117 014	110 642
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 196 307	1 714 781	1 326 285
Services rendus	5	949 376	896 773	965 537
Imposition de droits	6	720 500	1 213 172	881 951
Amendes et pénalités	7	25 000	15 635	1 423
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	73 000	151 066	88 230
Autres revenus	10	15 000	471 381	1 089 344
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	13 919 837	15 873 344	14 267 190
Charges				
Administration générale	14	1 857 296	1 950 180	1 740 029
Sécurité publique	15	2 386 820	2 268 187	2 215 605
Transport	16	3 541 794	3 351 131	3 421 263
Hygiène du milieu	17	3 461 526	3 602 981	3 366 044
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 038 987	738 135	844 444
Loisirs et culture	20	2 463 188	2 297 541	2 305 816
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	762 430	809 953	948 824
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	15 512 041	15 018 108	14 842 025
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(1 592 204)	855 236	(574 835)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		66 023 662	66 598 497
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		66 023 662	66 598 497
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice				
	29		66 878 898	66 023 662

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 419 584	897 122
Débiteurs (note 5)	2	9 440 624	13 044 427
Prêts (note 6)	3	307 962	291 165
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	12 168 170	14 232 714
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 498 566	2 725 590
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 367 304	3 528 054
Revenus reportés (note 11)	12	1 258 325	507 743
Dette à long terme (note 12)	13	19 792 816	19 620 823
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	26 917 011	26 382 210
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(14 748 841)	(12 149 496)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	81 624 480	78 170 995
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	3 259	2 163
	23	81 627 739	78 173 158
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	66 878 898	66 023 662
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	66 878 898	66 023 662
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	66 878 898	66 023 662
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(1 592 204)	855 236	(574 835)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(224 770)	6 583 339	5 157 872
Produit de cession	3		6 750	25 331
Amortissement	4	2 760 542	3 105 678	2 852 045
(Gain) perte sur cession	5		17 427	(25 331)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	2 535 772	(3 453 484)	(2 305 827)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(1 096)	(461)
	13		(1 096)	(461)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		(1)	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	943 568	(2 599 345)	(2 881 123)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(12 149 496)	(9 268 373)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(12 149 496)	(9 268 373)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(14 748 841)	(12 149 496)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	855 236	(574 835)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 105 678	2 852 045
Autres			
▪ (Gain) perte sur disposition d'immobilisations	3.1	17 426	(25 331)
▪ (Gain) perte sur cession prêts	3.2		10
	4	3 978 340	2 251 889
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	3 603 803	998 898
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(1 160 750)	1 384 963
Revenus reportés	8	750 582	62 873
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12	(1 096)	(461)
	13	7 170 879	4 698 162
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	6 583 339) (	5 157 872)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	6 750	25 331
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(6 576 589)	(5 132 541)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	39 397) (	22 371)
Remboursement ou cession	20	22 600	17 300
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	(
Cession	22		
	23	(16 797)	(5 071)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	1 460 000	4 393 200
Remboursement de la dette à long terme	25 (	1 338 200) (	1 212 000)
Variation nette des emprunts temporaires	26	772 976	(4 500 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	50 193	(59 264)
Autres			
▪	28.1		
	29	944 969	(1 378 064)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	1 522 462	(1 817 514)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	897 122	2 714 636
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	897 122	2 714 636
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 419 584	897 122

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Apollinaire est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Voir b)

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE SAINT-APOLLINAIRE ET SAINT-AGAPIT SUR LA CUEILLETTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

La municipalité est membre de la régie intermunicipale de Saint-Apollinaire et Saint-Agapit sur la cueillette des matières résiduelles composée de 2 municipalités. La Régie est responsable de la gestion des matières résiduelles des municipalités de Saint-Apollinaire et Saint-Agapit.

Les dépenses d'administration et d'immobilisations sont réparties entre les membres à 50% chaque et les dépenses de fonctionnement après déduction des revenus, sont réparties entre les membres en fonction du temps annuel passé et du kilométrage parcouru par les camions dans chacune des municipalités. La quote-part de la municipalité pour 2024 est de 373 579\$ (en 2023 de 365 563\$).

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des obligations et droits contractuels et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la dépréciation des prêts, la durée de vie utile estimative des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Prêt

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement.

Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values.

L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers**Immobilisations**

Les immobilisations, sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire fonction des périodes suivantes :

Infrastructures - 10 ans à 60 ans

Bâtiments - 20 ans à 30 ans

Véhicules - 5 ans et 25 ans

Ameublement et équipement de bureau - 5 ans à 15 ans

Machinerie et équipements - 20 ans à 30 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les terrains rattachés à une immobilisation, ceux sous-jacents à des infrastructures ou à des parcs et terrains de jeux ne font plus l'objet d'amortissement.

F) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

Taxes

Le traitement comptable des taxes suit les normes du chapitre *SP 3510 – Recettes fiscales* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus de taxes doivent être constatés lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux ou de tout autre document comprenant notamment le nom du débiteur, la base de taxation, les taux imposés par règlement afférents aux taxes foncières, aux taxes non foncières, et aux modes de tarification ainsi que le montant à payer.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées si elles ont fait l'objet d'une demande de paiement sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où une demande n'a plus à être adressée.

Transferts

Le traitement comptable des transferts suit les normes du chapitre *SP 3410 – Paiements de transfert* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus de transfert sont constatés sur la base de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où :

- les transferts ont été autorisés;
- les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est;
- il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

Les revenus de transfert reçus avant que les critères de constatation des revenus n'aient été atteints doivent être présentés à titre de revenus reportés dans les états financiers tant que ces critères ne sont pas atteints.

Services rendus

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Droits de mutation immobilière

Ces droits sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'Officier de la publicité foncière.

Amendes

Le traitement comptable des amendes suit les normes du chapitre *SP 3400 – Revenus* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus d'amendes constituent des revenus tirés d'une opération sans obligation de prestation. La constatation de ces revenus doit se faire lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- l'organisme municipal a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques;
- elle relève d'une opération ou d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Selon le paragraphe SP 3400.54, la date de l'infraction ne constitue pas nécessairement en soi l'événement passé, car l'amende ne constituait peut-être pas à cette date une créance exécutoire. Voici des événements avant lesquels il ne peut pas y avoir de créance exécutoire :

- l'assigné plaide coupable;
- le délai pour contester l'assignation expire;
- un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal.

Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles ou d'actifs incorporels achetés

La cession d'immobilisations corporelles ou d'actifs incorporels achetés se comptabilise à la date de l'acte de transfert.

Autres revenus

Le traitement comptable des autres revenus suit les normes du chapitre *SP 3400 – Revenus* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus tirés d'une opération avec obligations de prestation sont constatés lorsque l'entité du secteur public remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services au payeur.

L'entité du secteur public doit constater comme revenu la portion du prix de transaction, soit le montant de la contrepartie que l'entité du secteur public s'attend à recevoir en échange de la fourniture des biens ou services promis au payeur, attribuée à l'obligation de prestation qui est remplie.

Les revenus tirés d'une opération sans obligations de prestation sont constatés les conditions suivantes sont réunies :

- a. l'entité du secteur public a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques;
- b. elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

L'entité du secteur public doit constater les revenus tirés d'opérations sans obligations de prestation à leur valeur de réalisation. Celle-ci représente l'avantage économique futur que l'entité du secteur public s'attend à obtenir.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts, et les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les dettes à long terme et les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

À compter du présent exercice, l'entité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400, *Revenus* du *Manuel de comptabilité de CPA Canada* pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation et à la présentation des revenus. Particulièrement, il différencie les revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation, appelées «opérations avec contrepartie», de ceux issus des opérations sans obligations de prestation, appelées «opérations sans contrepartie».

Opérations avec contrepartie

Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la constatation du revenu tiré d'une opération avec obligations de prestation doit se faire lorsque l'entité du secteur public remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services au payeur.

L'entité du secteur public doit constater comme revenu la portion du prix de transaction, soit le montant de la contrepartie que l'entité du secteur public s'attend à recevoir en échange de la fourniture des biens ou services promis au payeur, attribuée à l'obligation de prestation qui est remplie.

Opérations sans contrepartie

Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la constatation du revenu tiré d'une opération sans obligations de prestation doit se faire lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a. l'entité du secteur public a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques;
- b. elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

L'entité du secteur public doit constater les revenus tirés d'opérations sans obligations de prestation à leur valeur de réalisation. Celle-ci représente l'avantage économique futur que l'entité du secteur public s'attend à obtenir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de l'entité au 1er janvier 2024.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 419 584	897 122
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 419 584	897 122
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	2 419 584	897 122
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 833 551	375 630
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	1 122 152	956 044
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 760 013	9 103 482
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	566 364	2 340 453
Organismes municipaux	13	275 825	131 591
Autres			
▪ Contribuables et organismes	14.1	716 270	512 857
	15	9 440 624	13 044 427
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 433 017	6 788 792
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	6 433 017	6 788 792
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	6 559 035	6 913 228
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	8 000	32 000
Ministère de la Culture et des Communications	25	42 533	1 572 578
Autres ministères/organismes	26	150 445	585 676
	27	6 760 013	9 103 482

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Entreprise privée	30.1	5 000	7 500
▪ Contribuables	30.2	302 962	283 665
	31	307 962	291 165
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**Prêts - Autres - Entreprise Privée**

Encaissable par un versement annuel de 2 500\$ en capital, sans intérêt, échéant en 2026

Prêts - Autres - ContribuablesPrêt installation septique R907-2021

Solde au 31-12-2024 est de 210 400\$

Encaissable par un versement annuel de 16 100\$ en capital en 2025, plus les intérêts au taux de 2.5%, renouvelable en décembre 2026 échéant en décembre 2036

Encaissement annuel en capital pour les années suivantes sont:

2025 - 16 100\$

2026 - 15 900\$

2026 - 178 400\$ Prêt renouvelable

Prêt installation septique R945-2022

Solde au 31-12-2024 est de 76 161\$, prêts de 31 500\$ à être versés en 2025, pour un total de 113 161\$.

Prêts financés en date du rapport financier est de 131 100\$, solde au 31-12-2024 est de 107 600\$.

Encaissable par un annuel de 5 700\$ en capital en 2025, plus

les intérêts au taux de 4.75%, renouvelable en mars 2028 échéant en mars 2038

Encaissement annuel en capital pour les années suivantes sont

2025 - 5 700\$

2026 - 5 900\$

2027 - 6 300\$

2028 - 6 500\$

2028 - 83 200\$ Prêt renouvelable

Prêt installation septique R983-2024

Solde au 31-12-2024 est de 16 401\$, prêts de 15 999\$ à être versés en 2025, pour un total de 32 000\$.

Aucun financement à long terme de fait en date du rapport financier.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'une marge de crédit de fonctionnement, d'un maximum autorisé de 1 850 000\$, portant intérêts au taux préférentiel majoré de 0,25% selon les dispositions établies annuellement. Le solde au 31 décembre 2024 est de 0\$.

La municipalité dispose d'une marge de crédit d'investissement d'un maximum autorisé de 3 212 170\$, portant intérêts au taux préférentiel majoré de 0.25% selon les dispositions établies pour la période échéant en janvier 2025. Le solde au 31 décembre 2024 est de 2 498 768\$.

La municipalité dispose d'une marge de crédit d'investissement d'un maximum autorisé de 2 101 895\$, portant intérêts au taux préférentiel majoré de 0.25% selon les dispositions établies pour la période échéant en août 2025. Le solde au 31 décembre 2024 est de 999 798\$.

La municipalité dispose d'une marge de crédit d'investissement d'un maximum autorisé de 1 296 050\$, portant intérêts au taux préférentiel majoré de 0.25% selon les dispositions établies annuellement. Le solde au 31 décembre 2024 est de 0\$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 547 218	2 382 767
Salaires et avantages sociaux	44	249 570	336 281
Dépôts et retenues de garantie	45	70 136	301 560
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts sur dette à long terme	47.1	209 263	218 899
▪ Autres frais courus	47.2	291 117	288 547
	48	2 367 304	3 528 054

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	107 587	113 503
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	359 485	275 520
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	65 184	100 110
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Programme patrimoine immobilier	62.1		18 610
▪ Dans le cadre du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR	62.2	100 867	
▪ Transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU)	62.3	625 202	
	63	1 258 325	507 743

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,70	5,40	2025	2029	64	19 928 858	19 807 058
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	19 928 858	19 807 058
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(136 042)	(186 235)
					72	19 792 816	19 620 823

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		2 382 158			2 382 158
2026	74		5 037 500			5 037 500
2027	75		5 877 000			5 877 000
2028	76		5 645 800			5 645 800
2029	77		986 400			986 400
2030 et plus	78					
	79		19 928 858			19 928 858
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		19 928 858			19 928 858

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	96 215
Régimes de retraite des élus municipaux	89	19 383
	90	115 598
		90 141
		20 218
		110 359

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 (	)(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	20 390 632	(16 316)	(4 119 225)	24 493 541
Eaux usées	102	14 536 436		(2 392 010)	16 928 446
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	38 779 495	257 923	(1 765 061)	40 802 479
Autres					
▪ Autres	104.1	1 267 150			1 267 150
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	19 720 882	277 271		19 998 153
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 756 654	127 479	304 647	1 579 486
Ameublement et équipement de bureau	109	193 062			193 062
Machinerie, outillage et équipement divers	110	1 971 035	75 666	7 777	2 038 924
Terrains	111	2 886 468	63 962		2 950 430
Autres	112				
	113	101 501 814	785 985	(7 963 872)	110 251 671
Immobilisations en cours	114	3 303 680	5 797 354	8 572 843	528 191
	115	104 805 494	6 583 339	608 971	110 779 862
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	4 446 495	723 552	29 582	5 140 465
Eaux usées	117	3 894 699	436 310	29 583	4 301 426
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	11 766 827	1 090 228	217 680	12 639 375
Autres					
▪ Autres	119.1	246 145	45 583		291 728
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	4 657 646	577 155		5 234 801
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	808 265	107 414	300 172	615 507
Ameublement et équipement de bureau	124	149 044	19 306		168 350
Machinerie, outillage et équipement divers	125	665 378	106 130	7 778	763 730
Autres	126				
	127	26 634 499	3 105 678	584 795	29 155 382
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	78 170 995			81 624 480
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	143.1	3 259
Autres		2 163
▪	144.1	
	145	3 259
		2 163

Note**19. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée par un contrat de trois ans à payer un montant total de 1 543 460\$ (taxes nettes), plus une option de deux ans, pour l'enlèvement de la neige. Le versement à effectuer au cours du prochain exercice (taxes nettes) en vertu de ce contrat est de 411 589\$. Un ajout au contrat pour deux ans de 104 987\$ (taxes nettes) pour l'enlèvement de la neige sur la piste multifonctionnelle. Le versement à effectuer au cours du prochain exercice (taxes nettes) en vertu de ce contrat est de 41 995\$.

La municipalité s'est engagée par un contrat de trois ans à payer un montant total de 1 927 823\$ (taxes nettes), plus une option de deux ans, pour l'enlèvement de la neige. Le versement à effectuer au cours du prochain exercice (taxes nettes) en vertu de ce contrat est de 524 299\$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La municipalité s'est engagée par un contrat de trois ans à payer un montant total de 159 820\$ (taxes nettes), plus une option de deux ans, pour l'enlèvement de la neige. Le versement à effectuer au cours du prochain exercice (taxes nettes) en vertu de ce contrat est de 42 619\$.

La municipalité s'est engagée par un contrat de trois ans à payer un montant total de 158 846\$ (taxes nettes), pour la tonte des espaces verts. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices (taxes nettes) en vertu de ce contrat sont les suivants:

2025 - 52 914\$

2026 - 54 488\$

Cueillette des matières récupérables:

La municipalité a une entente intermunicipale relative à la cueillette des matières récupérables pour une durée de dix ans et renouvelable automatiquement par périodes successives de dix ans. Les dépenses sont réparties entre les huit municipalités qui participent à cette entente. La quote-part pour la municipalité pour l'année 2024 est de 234 600\$. À partir du 1er janvier 2025, la gestion et le traitement des matières recyclables sera assumée par la MRC de Lotbinière.

20. Droits contractuels

a) Une programmation de travaux version # 1 pour la TECQ 2024-2028 a été transmise le 19 février 2025. Dans cette programmation les investissements autonomes à réaliser pour la durée du programme sont de 476 536\$ et les travaux subventionnés de 2 531 366\$ pour un total de travaux à effectuer de 3 007 902\$. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2028. En date des états financiers, aucun travaux subventionnés ont été engagés, donc une somme de 2 531 366\$ reste à dépenser. Aucun montant d'investissement autonome à réaliser pour la durée du programme a été investis en date du 31 décembre 2024.

b) Une convention d'aide financière d'un montant de 781 502\$ a été accordée dans le cadre du programme TAPU. Le solde des travaux sera financé par un emprunt à long terme. Au 31 décembre des travaux ont été engagés pour une somme de 3 214 667\$ à financer par ce programme pour un montant de 781 502 \$, par une autre source de revenu d'un montant de 100 000\$ accordée dans le cadre du programme PRIMA et par un emprunt à contracter d'un montant de 2 333 165\$.

c) Une convention d'aide financière d'un montant de 500 000\$ a été accordée dans le cadre du programme FRR-MAMH. Le solde des travaux sera financé par un emprunt à long terme. Au 31 décembre des travaux ont été engagés pour une somme de 299 133\$ à financer par ce programme pour un montant de 299 199\$. Le solde des travaux à venir à financer par d'autres sources de revenus d'un montant de 3 460 000\$ accordée dans le cadre du programme CPRQ, d'un montant de 500 000\$ accordée dans le cadre du programme TECQ et par un emprunt à être contracter dans l'avenir.

21. Passifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪ S.O.	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪ S.O.	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

La Municipalité s'est engagée à participer, jusqu'à concurrence de 10%, au déficit d'exploitation de l'Office Municipal d'habitation et de la Corporation des Aînés de Saint-Apollinaire. Les états financiers tiennent compte d'un estimé du déficit de l'année 2024.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et un budget adopté par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir et aux prêts.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes à la consommation à recevoir est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs représente un montant 1 838 422\$ et n'inclut aucun montant en souffrance.

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

	<u>Moins d'un an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	<u>Total</u>
	\$	\$	\$	\$	\$
Emprunts temporaires	3 498 567	-	-	-	3 498 567
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	2 367 304	-	-	-	2 367 304
Dettes à long terme	<u>2 382 158</u>	<u>10 914 500</u>	<u>6 632 200</u>	-	<u>19 928 858</u>
Total	8 248 029	10 914 500	6 632 200	-	25 794 729

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % aux 31 décembre 2024 n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets de l'exercice.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	9 803 778	10 794 126	11 293 522		11 293 522
Compensations tenant lieu de taxes	2	110 642	146 528	117 014		117 014
Quotes-parts	3					366 159
Transferts	4	747 122	1 155 571	1 083 948		73 777
Services rendus	5	965 464	949 376	896 687		86
Imposition de droits	6	881 951	720 500	1 213 172		1 213 172
Amendes et pénalités	7	1 423	25 000	15 635		15 635
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	88 230	73 000	151 066		151 066
Autres revenus	10	137 026	15 000	64 678		2 275
Effet net des opérations de restructuration	11					66 953
	12	12 735 636	13 879 101	14 835 722		442 297
						14 911 860
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	505 338		557 056		557 056
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	864 393		339 300		339 300
Autres	18	87 925		65 128		65 128
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	1 457 656		961 484		961 484
	22	14 193 292	13 879 101	15 797 206		442 297
						15 873 344
Charges						
Administration générale	23	1 718 868	1 836 135	1 917 928	32 252	20 324
Sécurité publique	24	2 059 098	2 230 313	2 117 630	150 557	
Transport	25	2 504 386	2 634 592	2 367 687	983 444	
Hygiène du milieu	26	2 134 296	2 191 201	2 156 554	1 394 733	397 529
Santé et bien-être	27					
Aménagement, urbanisme et développement	28	844 262	1 038 805	737 953	182	
Loisirs et culture	29	1 782 728	2 017 287	1 781 125	516 416	
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	948 824	762 430	809 953		
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 822 832	2 760 542	3 077 584 (	3 077 584)	
	34	14 815 294	15 471 305	14 966 414		417 853
						15 018 108
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(622 002)	(1 592 204)	830 792		24 444
						855 236

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(622 002)	(1 592 204)	830 792	24 444	855 236
Moins : revenus d'investissement	2	(1 457 656)	()	(961 484)	()	(961 484)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 079 658)	(1 592 204)	(130 692)	24 444	(106 248)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	2 822 832	2 760 542	3 077 584	28 094	3 105 678
Produit de cession	5	25 331			6 750	6 750
(Gain) perte sur cession	6	(25 331)		19 702	(2 275)	17 427
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	2 822 832	2 760 542	3 097 286	32 569	3 129 855
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	17 300	2 500	22 600		22 600
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	10				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	17 310	2 500	22 600		22 600
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(900 555)	(946 068)	(991 290)	()	(991 290)
	18	(900 555)	(946 068)	(991 290)		(991 290)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(691 942)	(224 770)	(168 729)	()	(168 729)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	14 226		174 188		174 188
Excédent de fonctionnement affecté	21	500 000				
Réserves financières et fonds réservés	22			119 295		119 295
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(177 716)	(224 770)	124 754		124 754
	26	1 761 871	1 592 204	2 253 350	32 569	2 285 919
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(317 787)		2 122 658	57 013	2 179 671

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 457 656	961 484		961 484
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	) (	) (	) (	)
Sécurité publique	3 (	) (	46 404) (	) (	46 404)
Transport	4 (	1 981 158) (	1 963 610) (	) (	1 963 610)
Hygiène du milieu	5 (	2 842 978) (	3 832 954) (	) (	3 832 954)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	10 604) (	) (	) (	)
Loisirs et culture	8 (	85 461) (	740 371) (	) (	740 371)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	4 920 201) (	6 583 339) (	) (	6 583 339)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	22 371) (	39 397) (	) (	39 397)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 453 080	1 460 000		1 460 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	691 942	168 729		168 729
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	109 506	19 806		19 806
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18		107 673		107 673
	19	801 448	296 208		296 208
	20	(688 044)	(4 866 528)		(4 866 528)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	769 612	(3 905 044)		(3 905 044)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	850 497	2 400 128	19 456	2 419 584
Débiteurs (note 5)	2	12 925 975	9 318 241	174 683	9 440 624
Prêts (note 6)	3	291 165	307 962		307 962
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	14 067 637	12 026 331	194 139	12 168 170
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	2 725 590	3 498 566		3 498 566
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 455 012	2 373 417	46 187	2 367 304
Revenus reportés (note 11)	12	507 743	1 258 325		1 258 325
Dette à long terme (note 12)	13	19 620 823	19 792 816		19 792 816
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	26 309 168	26 923 124	46 187	26 917 011
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(12 241 531)	(14 896 793)	147 952	(14 748 841)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	77 892 041	81 378 095	246 385	81 624 480
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20				
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22			3 259	3 259
	23	77 892 041	81 378 095	249 644	81 627 739
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 535 129	2 463 794	151 211	2 615 005
Excédent de fonctionnement affecté	25	200 000	200 000		200 000
Réserves financières et fonds réservés	26	1 561 207	2 334 238		2 334 238
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	) (	) (	) (
Financement des investissements en cours	28	(2 849 524)	(6 754 568)		(6 754 568)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	65 203 698	68 237 838	246 385	68 484 223
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	65 650 510	66 481 302	397 596	66 878 898
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	3 033 825	2 863 569	2 965 963	2 684 184
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	548 535	527 668	547 460	502 382
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	6 525 062	5 964 340	6 231 913	6 646 831
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	620 030	563 301	563 301	527 127
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	142 400	199 574	199 574	171 032
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		47 078	47 078	250 665
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 587 266	1 544 334	1 178 175	1 034 575
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	253 645	178 916	178 916	173 184
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	2 760 542	3 077 584	3 105 678	2 852 045
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21.1		50	50	
	22	15 471 305	14 966 414	15 018 108	14 842 025

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 615 005	1 629 327
Excédent de fonctionnement affecté	2	200 000	200 000
Réserves financières et fonds réservés	3	2 334 238	1 561 207
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	(6 754 568)	(2 849 524)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	68 484 223	65 482 652
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	66 878 898	66 023 662
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 463 794	1 535 129
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	151 211	94 198
	11	2 615 005	1 629 327
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Relocalisation Entraide	12.1	200 000	200 000
	13	200 000	200 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	200 000	200 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	892 326	
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	1 408 883	1 528 178
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	33 029	33 029
Autres			
▪	30.1		
	31	2 334 238	1 561 207
	32	2 334 238	1 561 207

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪	55.1 (	)(
	56 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	31 500	54 496
Investissements à financer	65 (	6 786 068)(	2 904 020)
	66	(6 754 568)	(2 849 524)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	81 624 480	78 170 995
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69	307 962	291 165
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	81 932 442	78 462 160
Ajustements aux éléments d'actif	73	2	(1)
	74	81 932 444	78 462 159
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	19 792 816)(	19 620 823)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	136 042)(	186 235)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	6 480 637	6 827 551
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	13 448 221)(	12 979 507)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	13 448 221)(	12 979 507)
	83	68 484 223	65 482 652

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 ()	()
Rendement espéré des actifs	33	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif employés (es) 6% du salaire selon convention collective, cadres 6%.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	96 215	90 141
Autres régimes	115		
	116	96 215	90 141

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	5	5

Description du régime

RREM et RPSEM

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM			
	118	4 922	5 155
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	16 590	17 372
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	2 793	2 846
	121	19 383	20 218

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	8 184 456	8 723 275	8 723 275	7 468 462
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7	193 511	172 402	172 402	206 662
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	8 377 967	8 895 677	8 895 677	7 675 124
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	945 587	824 603	824 603	685 807
Égout	13	379 983	414 501	414 501	397 992
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	947 850	963 087	963 087	912 612
Autres					
▪ Vidange fosses septiques	16.1	136 223	136 971	136 971	98 110
▪ Nettoyage cours d'eau	16.2	6 516	16 782	16 782	
Centres d'urgence 9-1-1	17		41 901	41 901	34 133
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	2 416 159	2 397 845	2 397 845	2 128 654
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	2 416 159	2 397 845	2 397 845	2 128 654
	27	10 794 126	11 293 522	11 293 522	9 803 778

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	20 088	23 175	21 811
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	121 917	88 071	82 886
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	142 005	111 246	104 697
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	4 523	5 768	5 945
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	4 523	5 768	5 945
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	146 528	117 014	110 642

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	54 507	54 507	25 140
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	182 167	184 237	222 407
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	23 614	25 566	24 206
Traitement des eaux usées	65	7 040	6 653	7 470
Réseaux d'égout	66	23 613	25 566	24 206
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80	97 513	42 270	42 270
Promotion et développement économique	81			82 706
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	142 004	90 394	90 394
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	47 500	24 100	24 100
Autres	85			23 400
Réseau d'électricité	86			1 050
	87	523 451	453 293	453 293
				494 544

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			(51 126)
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	257 923	257 923	385 009
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			171 455
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126	299 133	299 133	
Réseau d'électricité	127			
	128	557 056	557 056	505 338

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 129				
Péréquation 130				
Neutralité 131				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 132				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 133	217 335	181 662	255 439	203 993
Fonds de développement des territoires 134				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 135				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 136	414 785	414 785	414 785	122 410
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 137				
Autres 138		34 208	34 208	
	632 120	630 655	704 432	326 403
TOTAL DES TRANSFERTS 140	1 155 571	1 641 004	1 714 781	1 326 285

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	42 500	39 815	39 815
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	42 500	39 815	39 815
				42 920
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	10 616	31 485	31 571
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162		75	75
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	10 616	31 560	31 646

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	53 116	71 375	71 461
				42 920

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	389 560	391 244	451 931
	188	389 560	391 244	451 931
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	45 600	35 255	40 339
Sécurité civile	192	5 000	5 196	
Autres	193			
	194	50 600	40 451	40 339
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	35 000	23 581	30 035
Enlèvement de la neige	196	1 000	1 500	1 000
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	36 000	25 081	31 035
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			73
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	30 000	2 224	3 106
	214	30 000	2 224	3 179

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	28 500	28 173	24 113
	224	28 500	28 173	24 113
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	361 600	338 139	372 020
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	361 600	338 139	372 020
Réseau d'électricité	229			
	230	896 260	825 312	922 617
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	949 376	896 687	965 537

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	100 500	63 305	75 415
Droits de mutation immobilière	233	620 000	1 149 867	806 536
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	720 500	1 213 172	881 951
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	25 000	15 635	1 423
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	73 000	151 066	88 230
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	(19 702)	(17 427)	25 331
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			(10)
Contributions des promoteurs	244	339 300	339 300	864 393
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			10 992
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	15 000	149 508	188 638
	250	15 000	471 381	1 089 344
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	237 795	232 812		232 812	232 812	236 984
Greffé et application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	1 164 055	1 434 730	32 252	1 466 982	1 466 982	1 060 147
Évaluation	4	212 410	212 410		212 410	212 410	244 180
Gestion du personnel	5	18 000					
Autres							
▪ Autres	6.1	203 875	37 976		37 976	37 976	198 718
	7	1 836 135	1 917 928	32 252	1 950 180	1 950 180	1 740 029
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 228 975	1 270 473		1 270 473	1 270 473	1 198 377
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	917 930	764 284	150 557	914 841	914 841	939 963
Sécurité civile	11						831
Autres	12	83 408	82 873		82 873	82 873	76 434
	13	2 230 313	2 117 630	150 557	2 268 187	2 268 187	2 215 605
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 220 620	941 333	983 444	1 924 777	1 924 777	1 942 101
Enlèvement de la neige	15	1 264 784	1 279 865		1 279 865	1 279 865	1 337 972
Éclairage des rues	16	55 000	42 642		42 642	42 642	33 650
Circulation et stationnement	17	60 000	47 746		47 746	47 746	78 527
Transport collectif							
Transport en commun	18	34 188	56 101		56 101	56 101	29 013
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 634 592	2 367 687	983 444	3 351 131	3 351 131	3 421 263

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	440 566	458 154	880 222	1 338 376	1 338 376	1 079 733
Réseau de distribution de l'eau potable	24	166 100	206 674		206 674	206 674	179 789
Traitement des eaux usées	25	437 368	297 465		297 465	297 465	549 470
Réseaux d'égout	26	35 500	30 605	514 511	545 116	545 116	496 174
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	262 029	244 545		244 545	260 235	249 973
Élimination	28	327 868	327 878		327 878	327 878	314 836
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	241 144	313 304		313 304	337 369	249 741
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	131 187	130 205		130 205	142 144	125 909
Traitement	32						
Matériaux secs							
Autres	34						
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau	37	10 000	8 207		8 207	8 207	16 575
Protection de l'environnement	38	3 314	3 314		3 314	3 314	1 800
Autres	39	136 125	136 203		136 203	136 203	102 044
	40	2 191 201	2 156 554	1 394 733	3 551 287	3 602 981	3 366 044
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41						
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44						
	45						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2024	2023	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	830 440	540 949	182	541 131	541 131	643 640
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						191
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	147 390	147 390		147 390	147 390	134 256
Tourisme	50						
Autres	51	10 500					18 804
Autres	52	50 475	49 614		49 614	49 614	47 553
	53	1 038 805	737 953	182	738 135	738 135	844 444
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	529 776	507 387	516 416	1 023 803	1 023 803	1 069 344
Patinoires intérieures et extérieures	55	94 678	127 425		127 425	127 425	86 512
Piscines, plages et ports de plaisance	56						
Parcs et terrains de jeux	57	1 041 031	801 391		801 391	801 391	825 675
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						33 259
Autres	60	57 500	59 431		59 431	59 431	59 743
	61	1 722 985	1 495 634	516 416	2 012 050	2 012 050	2 074 533
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	277 010	267 477		267 477	267 477	214 705
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	17 292	18 014		18 014	18 014	16 578
	67	294 302	285 491		285 491	285 491	231 283
	68	2 017 287	1 781 125	516 416	2 297 541	2 297 541	2 305 816

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	712 229	712 682		712 682	712 682	648 709
Autres frais	71	50 201	50 193		50 193	50 193	49 450
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73		47 078		47 078	47 078	250 665
	74	762 430	809 953		809 953	809 953	948 824
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	2 760 542	3 077 584 (	3 077 584)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 700 202	1 700 202	2 295 221
Usines de traitement de l'eau potable	2			211 856
Usines et bassins d'épuration	3	88 848	88 848	81 366
Conduites d'égout	4	2 164 818	2 164 818	247 848
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 727 115	1 727 115	1 910 940
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			7 391
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	58 845	58 845	
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	576 404	576 404	(1 721)
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	127 479	127 479	290 159
Ameublement et équipement de bureau	18			
Machinerie, outillage et équipement divers	19	75 666	75 666	104 208
Terrains	20	63 962	63 962	10 604
Autres	21			
	22	6 583 339	6 583 339	5 157 872

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	539 502	539 502	267 549
Usines de traitement de l'eau potable	2			211 856
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	555 819	555 819	247 848
Autres infrastructures	5	1 428 405	1 428 405	1 064 542
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	1 160 700	1 160 700	2 027 672
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8	88 848	88 848	81 366
Conduites d'égout	9	1 608 999	1 608 999	
Autres infrastructures	10	357 555	357 555	853 789
Autres immobilisations corporelles	11	843 511	843 511	403 250
	12	6 583 339	6 583 339	5 157 872

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 528 178		119 295	1 408 883
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 950 432	1 055 603	263 756	3 742 279
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	8 217 232	365 000	588 135	7 994 097
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	12 695 842	1 420 603	971 186	13 145 259
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 788 792		355 775	6 433 017
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	6 788 792		355 775	6 433 017
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	38 759		(8 861)	47 620
	15	6 827 551		346 914	6 480 637
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	283 665	39 397	20 100	302 962
Autres	17				
	18	7 111 216	39 397	367 014	6 783 599
	19	19 807 058	1 460 000	1 338 200	19 928 858
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	19 807 058	1 460 000	1 338 200	19 928 858

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	19 928 858
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	6 786 068
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 408 883
Débiteurs	8	6 433 017
Autres montants	9	350 521
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	31 500
Autres		
▪ Investissement à financer autrement que par dette	11.1	881 502
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	17 609 503
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	
Endettement net à long terme	14	17 609 503
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	911 761
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	18 521 264
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	18 521 264
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale					
Greffé et application de la loi	1				
Évaluation	2	212 410	212 410	212 410	196 775
Autres	3	235 816	217 816	217 816	172 892
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	46 407	46 407	46 407	44 327
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	34 188	34 188	34 188	7 898
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	755 324	730 314	364 155	360 533
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14	3 314	3 314	3 314	
Autres	15	136 125	136 203	136 203	102 044
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	147 390	147 390	147 390	134 256
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	16 292	16 292	16 292	15 850
Réseau d'électricité	24				
	25	1 587 266	1 544 334	1 178 175	1 034 575

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 583 339	4 920 201
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 583 339	4 920 201

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	6,46	40,00	13 481,58	628 513	133 096	761 609
Professionnels	2						
Cols blancs	3	24,52	35,00	44 787,23	1 155 364	195 223	1 350 587
Cols bleus	4	9,16	40,00	19 123,96	581 767	140 414	722 181
Policiers	5						
Pompiers	6	2,92	40,00	6 095,00	302 342	26 203	328 545
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	43,06		83 487,77	2 667 986	494 936	3 162 922
Élus	9	7,00			195 583	32 732	228 315
	10	50,06			2 863 569	527 668	3 391 237

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	25 566				25 566
Traitement des eaux usées	4	6 653				6 653
Réseaux d'égout	5	25 566				25 566
Autres	6	960 082	299 133	13 811	310 193	1 583 219
	7	1 017 867	299 133	13 811	310 193	1 641 004

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	47 078	1 610
	4	47 078	1 610
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	149 701	157 023
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	149 701	157 023
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	95 925	110 483
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	95 925	110 483
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	96 694	62 700
Réseau de distribution de l'eau potable	18	81 478	89 077
Traitement des eaux usées	19	147 922	147 686
Réseaux d'égout	20	5 053	4 171
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	331 147	303 634
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	186 102	376 074
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	186 102	376 074
Réseau d'électricité			
	42		
	43	809 953	948 824

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jonathan Moreau	1.1	Maire	44 100	22 050	11 265	
Jean-Pierre Lamontagne	1.2	Conseiller	14 700	7 350		
Alexandre D'Amour	1.3	Conseiller	14 700	7 350		
Daniel Laflamme	1.4	Conseiller	14 700	7 350		
Jason Bergeron	1.5	Conseiller	14 700	7 350		
Prescylia Bégin	1.6	Conseiller	14 700	7 350		
Denis Desaulniers	1.7	Maire suppléant	14 700	7 350		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 000 000 \$**Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 238 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 295 792 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☒ ☐
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 163 538 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 664 722 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 24 114 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 13 766 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 17 727 \$
 - Systèmes de drainage 76 1 434 \$
 - Abords de routes 77 19 553 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 76 594 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ 64 798 \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 806 114 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- Acquisition d'une camionnette au coût de 64 798\$ qui est utilisé de façon prépondérante pour l'inspection et l'entretien du réseau routier admissible.
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 19757-04-2025

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-04-07

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 19526-06-2024

b) Date d'adoption de la résolution 86 2024-06-03

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 855

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-18

Nom du signataire : Alex Brouillard

Fonction du signataire : Directeur des finances

Date de transmission au Ministère : 2025-06-19

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-27 09:44

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	12 735 636	13 879 101	14 835 722	442 297	14 911 860
Investissement	2	1 457 656		961 484		961 484
	3	14 193 292	13 879 101	15 797 206	442 297	15 873 344
Charges	4	14 815 294	15 471 305	14 966 414	417 853	15 018 108
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(622 002)	(1 592 204)	830 792	24 444	855 236
Moins : revenus d'investissement	6	(1 457 656)	()	(961 484)	()	(961 484)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(2 079 658)	(1 592 204)	(130 692)	24 444	(106 248)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	2 822 832	2 760 542	3 077 584	28 094	3 105 678
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(900 555)	(946 068)	(991 290)	()	(991 290)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(691 942)	(224 770)	(168 729)	()	(168 729)
Excédent (déficit) accumulé	12	514 226		293 483		293 483
Autres éléments de conciliation	13	17 310	2 500	42 302	4 475	46 777
	14	1 761 871	1 592 204	2 253 350	32 569	2 285 919
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(317 787)		2 122 658	57 013	2 179 671

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	850 497	2 400 128	2 419 584
Débiteurs	2	12 925 975	9 318 241	9 440 624
Prêts	3	291 165	307 962	307 962
Placements de portefeuille	4			
Autres	5			
	6	14 067 637	12 026 331	12 168 170
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	2 725 590	3 498 566	3 498 566
Créditeurs et charges à payer	9	3 455 012	2 373 417	2 367 304
Revenus reportés	10	507 743	1 258 325	1 258 325
Dette à long terme	11	19 620 823	19 792 816	19 792 816
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	26 309 168	26 923 124	26 917 011
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(12 241 531)	(14 896 793)	(14 748 841)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	77 892 041	81 378 095	81 624 480
Autres	17			3 259
	18	77 892 041	81 378 095	81 627 739
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	1 535 129	2 463 794	2 615 005
Excédent de fonctionnement affecté	20	200 000	200 000	200 000
Réserves financières et fonds réservés	21	1 561 207	2 334 238	2 334 238
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	) (	) (	) (
Financement des investissements en cours	23	(2 849 524)	(6 754 568)	(6 754 568)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	65 203 698	68 237 838	68 484 223
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	65 650 510	66 481 302	66 878 898

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Relocalisation Entraide	1.1	200 000	200 000
	2	200 000	200 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	200 000	200 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	892 326	
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	1 408 883	1 528 178
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	33 029	33 029
Autres			
▪	14.1		
	15	2 334 238	1 561 207
	16	2 534 238	1 761 207

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	17 609 503
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	18 521 264
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 408 883	1 528 178
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	7 994 097	8 217 232
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	3 742 279	2 950 432
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	6 433 017	6 788 792
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	350 582	322 424
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	19 928 858	19 807 058

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	9 803 778	10 794 126	11 293 522	11 293 522
Compensations tenant lieu de taxes	13	110 642	146 528	117 014	117 014
Quotes-parts	14				
Transferts	15	747 122	1 155 571	1 083 948	1 157 725
Services rendus	16	965 464	949 376	896 687	896 773
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	883 374	745 500	1 228 807	1 228 807
Autres	18	225 256	88 000	215 744	218 019
	19	12 735 636	13 879 101	14 835 722	14 911 860
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	505 338		557 056	557 056
Autres	23	952 318		404 428	404 428
	24	1 457 656		961 484	961 484
	25	14 193 292	13 879 101	15 797 206	15 873 344

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	1 836 135	1 917 928	32 252	1 950 180	1 950 180	1 740 029
Sécurité publique							
Police	2	1 228 975	1 270 473		1 270 473	1 270 473	1 198 377
Sécurité incendie	3	917 930	764 284	150 557	914 841	914 841	939 963
Autres	4	83 408	82 873		82 873	82 873	77 265
Transport							
Réseau routier	5	2 600 404	2 311 586	983 444	3 295 030	3 295 030	3 392 250
Transport collectif	6	34 188	56 101		56 101	56 101	29 013
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 079 534	992 898	1 394 733	2 387 631	2 387 631	2 305 166
Matières résiduelles	9	962 228	1 015 932		1 015 932	1 067 626	940 459
Autres	10	149 439	147 724		147 724	147 724	120 419
Santé et bien-être	11						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	830 440	540 949	182	541 131	541 131	643 640
Promotion et développement économique	13	157 890	147 390		147 390	147 390	153 060
Autres	14	50 475	49 614		49 614	49 614	47 744
Loisirs et culture	15	2 017 287	1 781 125	516 416	2 297 541	2 297 541	2 305 816
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	762 430	809 953		809 953	809 953	948 824
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	12 710 763	11 888 830	3 077 584	14 966 414	15 018 108	14 842 025
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	2 760 542	3 077 584 (	3 077 584)			
	21	15 471 305	14 966 414		14 966 414	15 018 108	14 842 025

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 457 656	961 484		961 484
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	4 920 201)(	6 583 339)(	) (	6 583 339)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	22 371)(	39 397)(	) (	39 397)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 453 080	1 460 000		1 460 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	691 942	168 729		168 729
Excédent accumulé	6	109 506	127 479		127 479
	7	(688 044)	(4 866 528)		(4 866 528)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	769 612	(3 905 044)		(3 905 044)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14